

# **En Grèce et ailleurs, l'exercice de la démocratie est-il compatible avec la volonté des institutions de l'Union européenne ?**

dimanche 14 juin 2015, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2015).

## **Considérez-vous la négociation avec les créanciers de la Grèce comme un enjeu politique et économique européen et pourquoi ?**

**Eric Toussaint** - Il s'agit d'un enjeu politique de toute première importance. Y a-t-il ou non la possibilité pour un peuple de faire entendre sa volonté à travers les urnes afin de rejeter l'austérité ? L'exercice de la démocratie est-il compatible avec la volonté des institutions de l'Union européenne ? La réponse à ces questions aura une grande répercussion pour toute l'Europe.

## **Les créanciers du groupe de Bruxelles n'exercent-ils pas une forme de chantage politique en ne versant pas les 7,2 milliards d'euros du plan dit de « sauvetage » de la Grèce ?**

Oui. De toute évidence la BCE, le FMI, la Commission européenne et les gouvernements des principaux pays de la zone euro font tout pour convaincre le gouvernement d'Alexis Tsipras de renoncer au mandat que lui a donné le peuple le 25 janvier. Alexis Tsipras et Yannis Varoufakis ont fait d'importantes concessions, notamment en matière de poursuite de certaines privatisations et de paiement de la dette rubis sur l'ongle. Malgré cela les créanciers veulent aller beaucoup plus loin.

## **Les conditions posées par le groupe de Bruxelles pour le versement de l'aide sont-elles le bon remède à la crise économique grecque ?**

Tout le contraire. Il y a au moins quatre pierres d'achoppement :

1. Les créanciers veulent que d'ici 3 ans toutes les retraites soient diminuées mensuellement de 130 €. Les retraites ont déjà été réduites de 40 %, ce qui a pour conséquence que 45 % perçoivent une retraite inférieure à 660 € ce qui les met en dessous du seuil de pauvreté. De son côté, le gouvernement s'est engagé à rendre aux retraités percevant une retraite inférieure à 700 euros (soit 67 % des retraités) une petite partie de ce que la troïka leur a pris pour rembourser la dette.
2. Les créanciers veulent que le gouvernement aille plus loin que ses prédécesseurs dans la précarisation du « marché » du travail alors que le gouvernement a commencé lentement à revenir sur certaines mesures prises par les gouvernements précédents.
3. Alors que Tsipras a déjà concédé la poursuite de la privatisation du Port du Pirée, les créanciers veulent qu'il recule encore alors que plusieurs de ses ministres s'y opposent.
4. Les créanciers ne veulent pas annuler une partie substantielle de la dette. Tout au plus, si le gouvernement Tsipras se rendait, ils pourraient concéder une nouvelle restructuration de dette qui ne ferait que reporter les échéances et obligerait les autorités grecques à se plier de manière permanente à leurs exigences.

## **IV. Le versement de l'aide conditionné par les créanciers ne reporte-il pas les problèmes**

## **économiques rencontrés par la Grèce plutôt que les résoudre ?**

Le report des déboursements (il ne s'agit pas d'une aide) vise à asphyxier l'économie et le système financier grecs afin de faire plier le gouvernement.

### **Parallèlement à la négociation avec les créanciers, le Parlement grec a mis en place une commission pour la vérité sur la dette grecque. Où en sont les travaux ?**

La commission pour la vérité sur la dette grecque dont je coordonne les travaux avance rapidement. Les dettes grecques qui ont été accumulées avant 2010 sont largement illégitimes et / ou illégales : contrats d'armement avec fraude et corruption à la clé, grands travaux liés aux jeux olympiques de 2004 liés à des surfacturations et à de la corruption, cadeaux fiscaux à une minorité privilégiée, sauvetages bancaires, taux exagérés. Ce qui est particulièrement frappant, c'est à quel point les dettes contractées depuis 2010 sont viciées.

Les mémorandums imposés par la Troïka à partir de 2010, la restructuration de la dette de 2012 et le processus d'accumulation de la dette publique grecque sont marqués manifestement d'irrégularité, d'illégitimité, d'illégalité et ont selon toute vraisemblance un caractère odieux.

Les nouveaux créanciers, avec la complicité des autorités locales (les gouvernements grecs), ont poussé la Grèce dans une situation d'impossibilité de remboursement. Les politiques économiques et sociales qu'ils ont imposées ont provoqué une chute de 25 % du produit intérieur brut alors que la Grèce avait connu une croissance continue et soutenue jusqu'en 2008. En 2009, juste avant la crise, la croissance était tombée à zéro mais il faut souligner que le PIB des autres pays de la zone euro était en baisse de 4 %. Les créanciers ont fait exploser le chômage, ils ont réduit la consommation privée et publique. La dette publique est passée de 110 % du PIB en 2009 à 185 % en 2014. Ces créanciers (la troïka) ont imposé les fameuses « conditionnalités » qui avaient en réalité deux vocations essentielles : a. sauver les banques privées étrangères (à commencer par les françaises et les allemandes) et grecques alors qu'elles étaient largement responsables de la crise ; b. imposer des politiques macroéconomiques néolibérales récessives et régressives (privatisations, licenciements, réduction radicale des revenus, etc.) impliquant des violations des DESC (droits économiques sociaux et culturels) et des droits civils et politiques, précarisant et appauvrissant la population. Pour la seule année 2015, les créanciers de la Grèce réclament au pays un montant de 23 milliards d'euros. Plusieurs paiements ont déjà été réalisés et, depuis la signature des accords de février 2015, la Grèce s'approche d'une situation d'insoutenabilité financière.

### **L'effacement d'une partie de la dette grecque est-il envisageable et est-il une solution d'avenir pour les pays européens les plus endettés ?**

L'annulation ou, s'il n'y a pas d'accord, la répudiation unilatérale d'une grande partie de la dette est une condition nécessaire pour la Grèce. Cela vaut aussi pour d'autres pays. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut prendre d'autres mesures : socialiser les banques, taxer fortement le patrimoine et les revenus du 1 % le plus riche, réaliser une profonde réforme fiscale et porter des coups très forts contre la grande fraude, contrôler les mouvements de capitaux, déprivatiser, renforcer les services publics, créer des emplois décents et utiles...

\* Interview d'Eric Toussaint pour l'hebdomadaire français Politis 1<sup>er</sup> juin 2015.